



5^E CONFÉRENCE D'UNI EUROPA

DISCOURS D'OUVERTURE PAR OLIVER ROETHIG,
UNI EUROPA SECRÉTAIRE RÉGIONAL

Bruxelles, le 27 avril 2021

AVANCER PAR LA NÉGOCIATION COLLECTIVE

Chers collègues,

« Avancer par la négociation collective » est le slogan de notre Conférence. Nous devons défendre, étendre et reconstruire le pouvoir syndical partout en Europe ! Et le pouvoir syndical se définit par notre capacité à prendre part à la négociation collective. C'est la tâche essentielle des syndicats.

UNI Europa vise en premier lieu à renforcer votre pouvoir de négociation collective dans votre pays. Il s'agit de savoir ce que nous pouvons faire ensemble pour renforcer les syndicats face aux facteurs extérieurs à un pays qui affectent leur position dans la négociation collective. Nous voulons que tous les travailleurs de nos secteurs soient couverts par des conventions collectives.

Telle est la mission d'UNI Europa !

La finalité de cette mission, c'est une vie professionnelle permettant aux travailleurs et à leurs familles de vivre dans la dignité. C'est la possibilité pour les travailleurs de façonner collectivement leur propre vie professionnelle, d'avoir leur mot à dire sur leur lieu de travail. Elle a fait la différence dans le passé et elle la fera aussi à l'avenir.

Chers camarades,

Que se passerait-il si les travailleurs des services en Europe étaient tous couverts par les meilleures conventions collectives salariales de leur pays et de leur secteur ? Comme le montre notre [rapport instantané](#), ils bénéficieraient de pas moins de 145 milliards d'euros de pouvoir d'achat en plus par an. Et les recettes fiscales et sociales augmenteraient de 108 milliards d'euros.

Or, qu'en est-il en réalité ? La couverture de la négociation collective a considérablement diminué au cours de la décennie écoulée. Notre rapport montre également, et c'est important, que moins la couverture est étendue, plus la pression sur les salaires est forte et ce, même pour les travailleurs bénéficiant de la négociation collective. Le fait est que la négociation collective sectorielle est le rempart le plus efficace contre de mauvaises conditions de rémunération et de travail. En tant que travailleurs et citoyens, nous jouissons tous de bénéfices découlant des conventions collectives. Elles sont un instrument de lutte contre les inégalités et la précarité.

Le recul de la négociation collective va de pair avec l'enrichissement de quelques-uns. Le jour des gros bonnets est tombé au début du mois de janvier. C'est le jour de l'année où les patrons ont déjà gagné autant que ce qu'un travailleur ordinaire gagnera sur l'année. Nous sommes aujourd'hui le 27 avril. À l'heure actuelle, les grands patrons européens ont gagné cette année à peu près la somme que le travailleur médian gagnera sur 15 ans. À la fin de l'année, cela représentera plus qu'une vie de salaire pour les gens ordinaires.

Chers collègues,

Même si tout cela parle en faveur de la négociation collective et des syndicats, les deux sont attaqués, ouvertement comme en Colombie ou furtivement en Europe, précisément parce que nous sommes des travailleurs organisés.

Lors de notre dernière conférence en 2016, nous avons appris que le gouvernement finlandais de l'époque avait entrepris de dynamiser l'un des meilleurs et des plus solides systèmes de négociation collective au monde. Ils n'y sont pas parvenus. Pourtant, aujourd'hui, 5 ans plus tard, les employeurs finlandais sont passés à l'attaque à leur tour en refusant d'abord de négocier au niveau sectoriel, puis en décidant d'arrêter complètement la négociation collective. Nous en entendrons parler plus tard dans la journée par nos collègues finlandais. UNI Europe est à vos côtés dans ce combat.

Nous nous défendons, et nous gagnons ! C'est seulement ce mois-ci que l'Espagne a enfin modifié la loi qui permettait de condamner les syndicalistes à la prison en cas de participation à l'action syndicale. Plutôt que de les pénaliser, l'UE et les gouvernements devraient criminaliser et certainement prendre des mesures énergiques contre l'anti-syndicalisme, le vol des salaires et le fait de traiter faussement les travailleurs comme des entrepreneurs indépendants.

Nous avons aussi de bonnes nouvelles d'Irlande. L'assemblée des citoyens, sorte de convention constitutionnelle, réclame un droit légal à la négociation collective dans tous les secteurs.

Chers collègues, la proposition de l'UE sur le salaire minimum est au cœur de l'actualité. Nous en discuterons demain. Ce que je veux souligner, c'est l'argument d'une association d'entreprises (qui n'appartient pas à nos secteurs) : Les salaires relèvent de la négociation collective et il ne devrait pas y avoir d'ingérence de l'UE. Eh bien, nous ne sommes pas d'accord. Cependant, voici mon invitation à eux et aux autres employeurs : Rassemblons-nous immédiatement à tous les niveaux pour fixer des salaires justes et décents par convention collective. Rejoignez-nous pour que chaque salaire corresponde au minimum à 60 % de la moyenne et à 50 % de la médiane de tous les salaires.

Chers camarades,

Notre rôle en tant que syndicats des services est essentiel, car ce secteur est le cœur de nos sociétés et de nos économies. Les services emploient 70 % de l'ensemble des travailleurs et génèrent 70 % du PIB. Lorsque nous parlons de l'avenir de l'Europe, c'est bel et bien essentiellement des secteurs des services que nous parlons.

L'approche d'UNI Europa pour renforcer le pouvoir de négociation collective de nos affiliés comporte trois éléments :

- D'abord, de bas en haut, le recrutement syndical : construire une base solide d'adhérents qui prennent part à l'activité syndicale.
- Deuxièmement, de haut en bas : influencer la politique de l'UE, en particulier pour fournir un cadre favorable à la négociation collective.
- Et troisièmement, nouer le dialogue avec les entreprises multinationales pour créer un environnement de négociation pour nos affiliés.

En outre, nous continuerons à travailler aux questions essentielles de la négociation collective afin de mettre en commun les connaissances des affiliés et d'élaborer conjointement des lignes directrices.

AVANCER PAR LA NÉGOCIATION COLLECTIVE : RECRUTEMENT SYNDICAL

Lorsque nous parlons de l'aspect « recrutement syndical » inhérent à notre volonté « d'avancer par la négociation collective », il ne s'agit certainement pas uniquement de recruter de nouveaux membres, mais également, et c'est tout aussi important, de conserver les membres et de les motiver à prendre part à l'activité syndicale. Au cours des dernières années, nous avons étendu notre travail de syndicalisation avec nos affiliés avec un objectif clair de défense, d'extension et de (re)construction de la négociation collective. Nous ne nous concentrons pas sur certaines entreprises ou certains secteurs. Pour être durables, nous visons la négociation collective sectorielle, dans tous les secteurs, dans tous les pays, sur la base d'une adhésion forte et participative.

L'Europe centrale et orientale continue d'avoir besoin de notre soutien et de notre solidarité pour lutter dans un environnement de relations sociales hostile.

Demain, nous établirons le centre de syndicalisation d'UNI pour l'Europe du Sud-Est. Il s'appuiera sur l'excellent travail réalisé par nos affiliés avec notre soutien en Roumanie, en particulier dans les secteurs des STIC et de la finance. Ils nous montrent que la négociation collective sectorielle est possible. Ce centre viendra compléter l'excellent travail de recrutement syndical réalisé par COZZ, le centre de syndicalisation pour l'Europe centrale, depuis que nous l'avons fondé lors de notre dernière conférence en 2016.

La négociation collective est également sous pression même dans les bastions traditionnels du syndicalisme européen. C'est pourquoi nous avons mis en place notre Centre européen pour la promotion du pouvoir et du recrutement syndical (EPOC) en 2019. Son objectif premier est de développer la capacité des recruteurs expérimentés dans nos syndicats ; de plus, nous relayons leur expertise par le biais de nos réunions mensuelles du réseau EPOC. L'EPOC a connu un tel succès que nous devons réfléchir à la façon dont nous pouvons y consacrer davantage de ressources.

La Covid-19 a eu des répercussions sur les activités de syndicalisation. Nous sommes passés au recrutement numérique. Si le recrutement syndical en face à face est irremplaçable, le travail en ligne nous permet de réagir beaucoup plus rapidement aux événements. À l'avenir, notre modus operandi sera de tirer parti du recrutement syndical hors ligne et en ligne.

Grâce à chacun d'entre vous. UNI Europa est à la tête du recrutement syndical en Europe. Ensemble, nous faisons une réelle différence pour les travailleurs.

AVANCER PAR LA NÉGOCIATION COLLECTIVE : LÉGISLATION ET POLITIQUES DE L'UE

La négociation collective, ensuite, nécessite un cadre juridique et politique européen qui renforce la capacité de nos affiliés à négocier collectivement.

Le [Parlement européen](#) montre la voie en fixant un objectif ambitieux : la négociation collective doit couvrir 90 % des travailleurs d'ici 2030. Deux députés européens ont joué un rôle moteur : Agnes Jongerius du groupe S&D et Dennis Radtke du PPE. Ils nous rejoindront plus tard ; nous pourrons ainsi les remercier de leur aide.

Ce que nous attendons maintenant, c'est qu'au sommet de Porto, dans deux semaines, la Commission, les gouvernements et le Parlement européen proposent des mesures législatives concrètes pour atteindre cet objectif de 90 %. Et l'UE a beaucoup à faire pour compenser la politique désastreuse de la Troïka menée au cours de la dernière décennie.

Dans nos activités de lobbying ici à Bruxelles, le renforcement de la négociation collective fait toujours partie de l'équation.

Sur les questions générales, comme les plateformes, la diligence raisonnable et les comités d'entreprise européens, nous collaborons étroitement avec la CES et les autres fédérations syndicales européennes. Certains de mes collègues secrétaires généraux sont ici avec nous. Je vous remercie de votre bonne coopération et c'est un plaisir pour moi de coordonner notre travail.

Au sein d'UNI Europa, au niveau intersectoriel, les légalisations essentielles pour nous ont été celles portant sur les services numériques (le « Digital Services Act package »), sur l'égalité des salaires et sur l'IA. Une grande partie du travail se fait dans nos secteurs : la campagne contre la poursuite de la libéralisation postale, la protection des travailleurs indépendants et une réglementation financière qui respecte les travailleurs de la finance. Pour n'en citer que quelques aspects.

Je tiens à souligner une réussite en particulier : une législation et des politiques européennes qui élargissent réellement le champ de la négociation collective. Je parle de la directive sur les droits d'auteur. Nous avons réussi à consacrer le principe de la rémunération équitable par la négociation collective. Les premières conventions collectives à cet égard ont déjà été conclues en Allemagne et en Suède entre nos affiliés et Netflix.

Au cours des prochaines années, nous explorerons systématiquement la manière dont nous pouvons utiliser la législation et les politiques européennes pour défendre, étendre et (re)construire la négociation collective.

Souvenez-vous de notre dernière conférence en 2016. Nous avons fait quelque chose de nouveau pour les syndicats à Bruxelles. Nous avons lancé une [campagne d'affichage](#) dans les stations de métro, visant directement la Commission qui s'était moquée de l'accord que nous avons conclu avec les partenaires sociaux dans le secteur de la coiffure. Je peux vous dire que notre action a fait des vagues jusqu'au sommet. Nous n'avons pas fait en sorte que la Commission change de cap et légifère sur notre accord avec les partenaires sociaux dans le secteur de la coiffure, mais nous avons tout de même réussi. En effet, pour la toute première fois, la Commission s'est engagée à se joindre aux partenaires sociaux pour mettre en œuvre un accord. Cela signifie un dialogue constant plutôt qu'un texte juridique laissé à lui-même. Cela renforce le dialogue social et apporte aux coiffeurs des résultats peut-être encore meilleurs que s'il y avait eu une législation particulière.



« La négociation collective est cruciale » déclare la Présidente de la Commission européenne, Mme von der Leyen, marquant un changement significatif dans son approche

Oui, la négociation collective est cruciale. Mais nous avons besoin de plus que de belles paroles. Notre réponse directe à la Présidente, Mme Von der Leyen, est donc la suivante : Visons le fruit le plus facile à cueillir et recourons à l'outil le plus efficace dont disposent les autorités publiques pour promouvoir la négociation collective : les marchés publics. Qui dit marchés publics, dit un ensemble de travailleurs qui génèrent 14 % du PIB et 2 000 milliards d'euros par an.

Le mois dernier, plus de 100 dirigeants syndicaux d'UNI Europa, vous, avez envoyé une simple demande à Mme von der Leyen : Modifier dès à présent les règles de l'UE en matière de marchés publics : Pas de marchés publics pour les entreprises sans conventions collectives. Nous voulons une initiative législative rapide maintenant.

Demain, nous amplifierons cette demande auprès de Mme von der Leyen et des institutions européennes avec les députés européens, la CES et les autres syndicats européens.

Collègues, soyez prêts !

Ce changement ne sera pas seulement un bond en avant pour la négociation collective, mais sera également tout bénéfique pour les plus bas salaires en particulier. UNI Europa n'aura de cesse d'obtenir cette modification de la législation européenne.

AVANCER PAR LA NÉGOCIATION COLLECTIVE : ENTREPRISES MULTINATIONALES

Lorsque nous parlons d'un objectif de 90 % de couverture par la négociation collective, cela place immédiatement notre travail sur les multinationales au centre de l'attention, c'est la troisième dimension de notre campagne « Avancer par la négociation collective ». Cet objectif ne peut être atteint si la négociation collective ne couvre pas effectivement 100 % des filiales de ces entreprises.

Pour notre [rapport instantané](#), nous avons donc mené une enquête auprès des principales multinationales qui ont conclu un accord-cadre mondial avec UNI. Le résultat contrasté donne à voir les nombreux défis pour la négociation collective, également du côté des employeurs. Pourtant, l'enquête a également montré qu'il y a une voie claire à suivre. Nous avons l'intention de nouer un dialogue avec nos multinationales mais aussi avec les partenaires sociaux sectoriels pour faire pression ensemble afin d'atteindre une couverture de 90 %.

Pour faire simple, notre demande aux multinationales est un engagement actif à défendre et à participer à la négociation collective à tous les niveaux et partout où elles opèrent.

Nous-mêmes, nous allons mieux coordonner notre travail au sein des multinationales, notamment par le biais de nos alliances syndicales et des comités d'entreprise européens. Un objectif primordial est d'utiliser ces structures européennes pour créer un environnement de négociation pour nos affiliés au niveau national. Les CEE et les alliances syndicales créent des effets d'entraînement et d'attraction en mettant les questions à l'ordre du jour au niveau local et en établissant des contacts entre les travailleurs par-delà les frontières. Comme le montre l'exemple du secteur financier tchèque, avec le soutien de nos affiliés à l'échelle européenne, un syndicat peut amener les banques multinationales à dialoguer plutôt qu'à abandonner la négociation collective sectorielle. Ensemble, nous sommes forts !

C'est plus que nécessaire si l'on considère le plus grand défi auquel nous sommes tous confrontés : Amazon. Vous vous souvenez peut-être de Star Trek et des Borgs.



« Toute résistance est inutile, vous serez assimilés » [disaient-ils](#).

Amazon est comme les Borgs. Aujourd'hui, Amazon nous dit « Toute résistance est inutile, vous serez amazonisés ». Amazon considère les travailleurs comme des robots, une extension de ses algorithmes. Cette entreprise veut tous nous intégrer dans son modèle économique – travailleurs, concurrents et sociétés humaines.

Aujourd'hui, elle est déjà un acteur majeur dans de nombreux secteurs de services. UNI Europa est en première ligne. Avec nos affiliés, les syndicats, les consommateurs, la société civile, les gouvernements et même des entreprises, nous nous attaquons à Amazon dans le monde entier : par le recrutement syndical, l'action syndicale et les campagnes de lobbying au sein des entreprises en vue de combler les brèches dont Amazon profite pour

obtenir des avantages par une concurrence déloyale. Et si Amazon est une entreprise trop grosse pour être réglementée, elle doit être scindée, c'est aussi simple que cela.

Jeudi, nos collègues nous parleront de leurs combats. Ils vont nous montrer que la direction d'Amazon peut être contrainte de s'asseoir à la table des négociations. Notre réponse à Amazon, est : « Toute résistance est inutile, vous serez européanisés ».

AVANCER PAR LA NÉGOCIATION COLLECTIVE : L'AVENIR DU TRAVAIL

Le monde du travail dans les services est en pleine mutation, à un rythme accéléré et encore renforcé par la crise due à la Covid-19. Nous sommes confrontés à une double transition vers une Europe neutre sur le plan climatique et numérisée. La négociation collective est une méthode éprouvée pour maîtriser les transformations et faire face aux crises.

UNI Europa, tout comme nos syndicats affiliés, s'engage dans ce processus, avec nos employeurs, l'UE, les gouvernements et la société civile.

Sur le plan interne, ces dernières années, nous nous sommes penchés sur certaines questions essentielles en matière de négociation collective. Nous avons commencé par le temps de travail en 2018.

Au cours de deux webinaires organisés les mois derniers, nous avons également analysé les thèmes de l'amélioration des compétences, des travailleurs indépendants, de l'intelligence artificielle et des restructurations. L'objectif est de partager l'expérience des affiliés sur la meilleure façon d'aborder ces questions et d'élaborer conjointement un cadre pouvant aider les syndicats dans la négociation collective.

Il y a aussi un deuxième objectif. De tels cadres nous aident à affiner nos exigences politiques auprès des institutions européennes ; nous l'avons déjà vu avec le sujet de l'IA.

Le thème brûlant des prochains mois sera le travail à distance, tant sur le terrain de la négociation collective que sur celui de la politique. Grâce au travail effectué au niveau d'UNI Global (avec le soutien d'UNI Europa), nous sommes déjà sur une bonne voie.

Chers collègues,

Il y a un siècle, l'un des points de ralliement du mouvement syndical était de mettre fin à l'exploitation des travailleurs à domicile. Souvent, une famille entière travaillait dans de mauvais emplois pour un mauvais salaire.

En 1906, le mouvement ouvrier en Allemagne ouvrait une exposition sur le sort de ces travailleurs. Une fois l'opinion publique ainsi sensibilisée, il a rapidement obtenu un ensemble de règles qui ont permis d'arrêter cette exploitation.





Vous voyez les similitudes. Et qui sait, ce petit garçon pourrait aussi faire du travail de plateforme. Peut-être pas aujourd'hui, mais demain.

Le travail à distance, l'IA et les plateformes nous ont mis sur une pente très glissante qui nous ramène au 19e siècle, lorsque les droits des travailleurs n'existaient pas, lorsque les employeurs n'avaient d'autre obligation que de payer à la pièce. Grâce à notre travail sur ces sujets, nous faisons pression pour que les lois et les conventions collectives obligent les entreprises à respecter des conditions de travail et de rémunération équitables.

LA CRISE DUE À LA COVID-19

Chers collègues,

La Covid-19 montre que là où la négociation collective est forte, les gens sont plus en sécurité et plus à même de faire face.

Au niveau européen, UNI Europa a coopéré étroitement avec ses interlocuteurs du monde patronal dans les dialogues sociaux sectoriels. Ensemble, nous avons adopté près de vingt déclarations conjointes sur des mesures sectorielles relatives à la crise due à la pandémie.

En outre, avec les employeurs de l'ensemble de nos dialogues sociaux, nous avons convenu d'une [déclaration commune](#) sur la manière dont nous voulons développer davantage les dialogues sociaux pour les services et sur ce que nous attendons de la Commission au moment où nous sortirons de cette crise. Un point est de renforcer les liens entre les différents dialogues, étant donné que les problèmes auxquels les secteurs des services sont confrontés sont similaires. En effet, les frontières entre secteurs sont de plus en plus floues.

Dans les multinationales, nous avons également eu une bonne coopération. Pourtant, la crise a accéléré les processus de restructuration et trop de dirigeants se soustraient à leurs obligations légales. Avec nos CEE et nos alliances syndicales, nous faisons pression pour une application stricte afin que les représentants des travailleurs soient en mesure d'exercer leur droit de consultation et de participation.

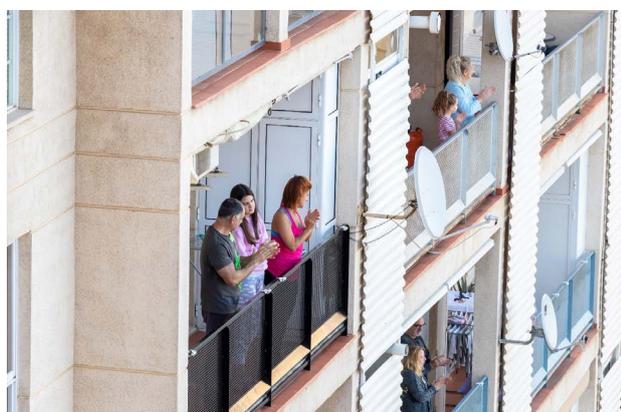
L'UE et les gouvernements européens se sont engagés à consacrer plus de mille milliards d'euros à leurs plans de relance. La pandémie exige un transfert massif et durable des investissements publics vers les secteurs des

services. Conjointement avec la CES, nous exigeons que cet argent soit dépensé pour créer des emplois, des emplois bien rémunérés. Des emplois qui permettent – non, qui encouragent – les travailleurs à se syndiquer et à être couverts par des conventions collectives.

L'austérité n'a pas marché la dernière fois, alors n'essayons même pas de recommencer.

Chers collègues,

Nombre de nos collègues ont été en première ligne de la crise due à la Covid-19. Le personnel soignant, les nettoyeurs, les employés de magasins et tous les travailleurs essentiels – les héros du travail – ont risqué leur vie pour que nos sociétés continuent de fonctionner. Soudain, tout le monde les remarque, réalisant que sans eux, la société ne peut pas fonctionner.



Non, Boris, pas toi.

Mais pour être franc, ce dont les travailleurs essentiels ont besoin, c'est de la reconnaissance et de l'argent. Rendons hommage à ces travailleurs essentiels. Œuvrons pour un nouveau consensus social qui revalorise leurs salaires et leurs conditions de travail.

Et d'ailleurs, Boris, les syndicats n'autoriseront pas une économie de style « Singapour-sur-Tamise » à bas salaires et à faible réglementation en Grande-Bretagne. Malgré le Brexit, nous sommes toujours une seule et même Europe, et un seul et même mouvement syndical européen. UNI Europa est le lieu où nous construisons la solidarité avec les travailleurs et les syndicats dans toute l'Europe, et pas seulement dans l'UE.

UNI EUROPA ET UNI GLOBAL : UNE ORGANISATION INTÉGRÉE

UNI Europa n'agit pas uniquement pour l'Europe. Nous sommes l'épine dorsale d'UNI Global Union et notre force réside dans le fait que nous formons ensemble une organisation intégrée qui lutte pour les intérêts des travailleurs en Europe et dans le monde entier. Les meilleurs exemples sont notre travail sur Amazon et la diligence raisonnable ainsi que l'accord du Bangladesh. Plus forts ensemble en Europe, plus forts ensemble avec toute la famille UNI dans le monde.

NÉGOCIATION COLLECTIVE ET DÉMOCRATIE

Chers collègues,

Notre mission ne concerne pas seulement le lieu de travail ! La démocratie au travail et la démocratie dans la société sont les deux faces d'une même pièce. Nous devons nous assurer que tout un chacun soit habité par ce principe.

La négociation collective sectorielle est un bien public ! Il ne s'agit pas seulement pour nous, syndicats, de nous battre pour cela. Tout le monde : les gouvernements, les parlements, les institutions européennes, les employeurs, les ONG et la société dans son ensemble doivent s'y rallier. Allons-y tous – luttons pour des règles du jeu équitables dans les négociations collectives, dans nos secteurs, dans chaque pays et en Europe.

Et ne laissons pas les populistes dire que la démocratie ne fonctionne pas et qu'ils sont les vrais défenseurs des travailleurs.

Non, c'est le mouvement des travailleurs présent ici aujourd'hui. Ce sont les syndicats. Nous sommes la voix collective des travailleurs qui se rassemblent pour avoir leur mot à dire !

La négociation collective est l'antidote au populisme !

La négociation collective, c'est la clé d'une vie professionnelle permettant aux travailleurs et à leurs familles de vivre dans la dignité !

CONCLUSION

Chers collègues,

Pour résumer, nos principales priorités pour les quatre prochaines années sont les suivantes :

- D'abord, de bas en haut, il s'agit de renforcer nos capacités de recrutement syndical.
- Deuxièmement, du haut vers le bas, nous devons veiller à ce que les marchés publics ne soient attribués qu'à des entreprises disposant de conventions collectives.
- Et troisièmement, européanisons Amazon. Toute résistance est inutile.

Chers camarades,

Vous me manquez, vous manquez à l'équipe de Bruxelles aussi. En nous réunissant en ligne depuis les quatre coins de l'Europe, nous ratons l'occasion d'être ensemble, de nous parler par-delà les pays et les secteurs – en face à face.

Il s'agit d'une conférence en temps de Covid-19. Nous avons pris un bon départ ce matin. Et d'ores et déjà, un grand merci à nos syndicats hôtes belges.

Au cours des trois prochains jours, nous ferons de cette conférence un point de ralliement pour les travailleurs des services en Europe. Faisons en sorte que notre message soit clairement entendu.

Avançons par la négociation collective !

Merci !

